



PERTURBATIONS

PÉRIODIQUE DE CRITIQUE ÉCOLOGISTE

ELLE EN EST OÙ, CETTE GRÈVE DU CLIMAT ?

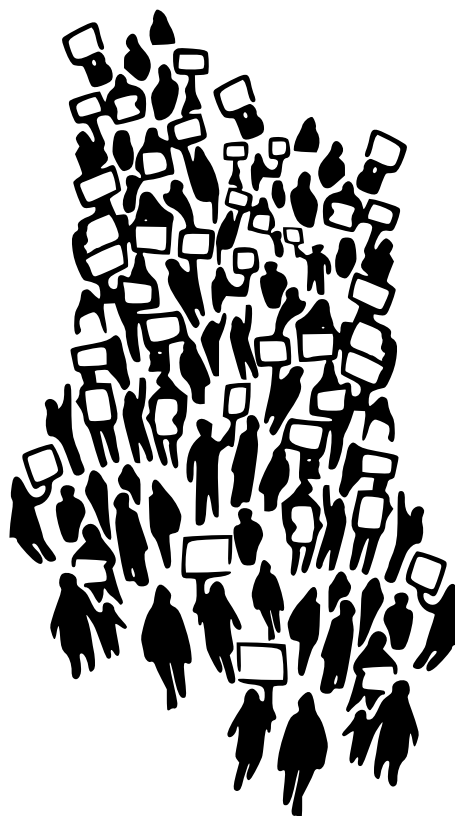
Fin 2018, dans le sillage de grèves étudiantes lancées par Greta Thunberg en Suède, des manifestations et grèves étudiantes ont commencé à être organisées en Suisse. Doté dès décembre d'une coordination et de revendications nationales, le mouvement de la Grève du Climat a organisé le 18 janvier 2019 toute une série de grèves étudiantes et manifestations, massivement suivies. Et cela a continué durant des mois : il y a eu plus de 100 manifestations rien qu'en 2019. Plusieurs collectivités publiques (communes, cantons) ont déclaré l'urgence climatique et la question environnementale a été propulsée au sommet de l'agenda politique - sans que les mesures concrètes suivent toujours.

UNE ACTIVITÉ FOISONNANTE

La Grève du Climat a rapidement développé ses activités : motions populaires, désobéissance civile, blocage de grandes surfaces, occupation de la Place fédérale, soutien à la ZAD de la Colline, référendum contre la loi CO₂,

mobilisations autour de plans climat, publication de plusieurs plans d'action, dont le Plan d'action climatique au niveau suisse, actions conjointes avec plusieurs syndicats et développement de la Grève pour l'Avenir.

Le covid a été un coup dur, mais la Grève pour l'Avenir a continué (plus de 150 groupes locaux et régionaux ont organisé des actions le 21 mai 2021, en pleine crise covid).



Les manifestations ont rapidement repris, les gratiférias et marchés gratuits se sont multipliés, la Grève du Climat a soutenu une mobilisation et un recours contre une centrale électrique de réserve à énergies fossiles à Birr, que le tribunal administratif fédéral a depuis jugée illégale, le mouvement a soutenu de nombreuses occupations et mobilisations plus ou moins conflictuelles (Clendy-Dessous, Rümliang, Bois de Ballens, Hironnelles à Pontareuse...), et a gagné au tribunal pénal fédéral dans l'affaire de la grève militaire. La Grève du Climat a su se faire une place dans le paysage politique, et ses actions, réseaux et (contre-)expertises sont reconnues et souvent utiles.

EN PERTE DE VITESSE ?

Pourtant, le mouvement porte moins qu'au début. Rapidement, les manifestations et grèves étudiantes ont moins mobilisé - aussi parce que leurs effets étaient surtout symboliques, d'où le rapprochement avec les syndicats dans l'espoir d'organiser des grèves de salarié·es. Cela n'a pas empêché la manifestation de l'Alliance climatique de septembre 2023, pour laquelle la Grève du Climat a fortement mobilisé, de réunir environ 60'000 personnes. Mais beaucoup ont cessé de militer, ou alors se sont tourné·es vers d'autres structures : milieu zadiste ou squat, mouvance autonome, Grondements des Terres, Agissons, partis de gauche

ou d'extrême-gauche, politique institutionnelle, groupes anarchistes...

Les grands congrès de 2019, avec des centaines de personnes, des débats riches et parfois houleux, des projets qui prenaient forme sur place, des discussions qui se terminaient tard le soir, des manifs sauvages suivies de fêtes à peine moins sauvages qui animaient les rues de Berne semblent bien loin. Aujourd'hui, les orientations stratégiques se décident surtout dans les groupes régionaux et les groupes de travail (bien sûr, ç'a toujours été le cas, mais les réunions nationales permettaient de confronter et de construire les lignes directrices).

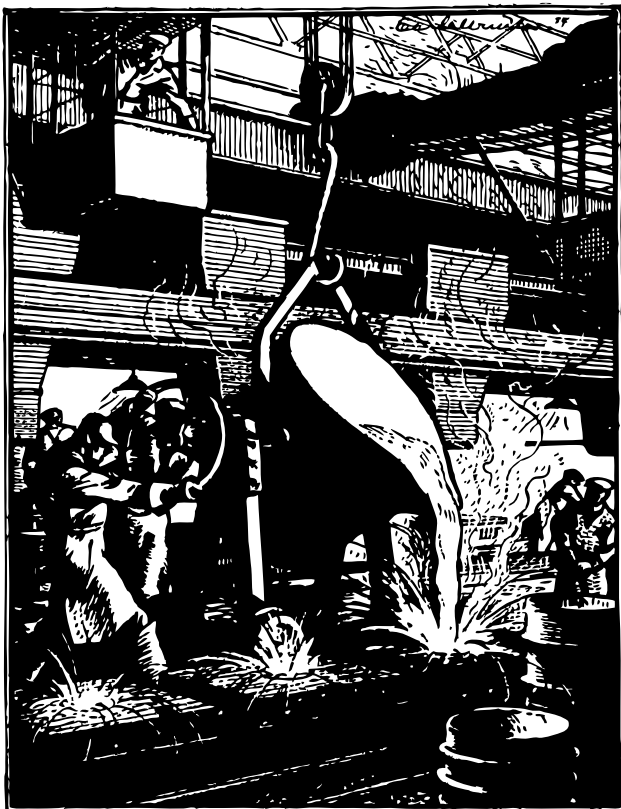
Cela pose parfois des problèmes : comment prendre des décisions légitimes à des réunions nationales qui regroupent moins de personnes que les réunions régionales bernoises ? Comment modifier des décisions prises par plus de 200 personnes lorsque l'on est 25 dans la salle ? Comment adapter (ou non) des principes centraux tels que la transparence, une discussion nécessaire face à l'évolution de la répression ?

Les groupes régionaux sont moins nombreux. Ça ne veut pas dire que les gens se fichent du climat ou des manifestations (par exemple, à chaque fois ou presque qu'il y a une mobilisation nationale, on nous écrit pour demander s'il y aura une manifestation à Genève, où il n'y a malheureusement plus de groupe), mais la Grève du Climat

est moins centrale qu'auparavant. Les groupes restants ne sont pourtant pas ridicules.

Le groupe fribourgeois, qui se mobilise assez erratiquement, remplit des salles avec ses débats. Le groupe neuchâtelois est impliqué dans de nombreuses actions et campagnes, et reste relativement populaire. Le groupe tessinois s'est bien relancé, avec des activistes très jeunes qui multiplient les manifestations et même les grèves étudiantes.

Les groupes zurichois et bernois se portent très bien et recrutent. Et plusieurs groupes de travail mobilisent efficacement, comme celui sur l'énergie ou celui qui s'active autour des aciéries de Gerlafingen et (avec un peu moins de résultats pour l'instant) Emmenbrücke.



CONTINUER ?

Depuis 2019, la Grève du Climat s'est "radicalisée", dans le sens qu'elle a développé une analyse qui vise à aller à la racine du problème climatique. Ce problème est inextricablement lié à la croissance, à la répartition des richesses, au productivisme, à l'extractivisme, à l'impérialisme et au (néo-)colonialisme, et donc au système capitaliste et au système politique dans leur globalité.

Dans cette optique, nombre d'activistes décident de se tourner vers des collectifs plus radicaux (ou du moins, qui donnent cette impression). Lâcher la Grève du Climat pour s'investir dans d'autres mouvements ? Le collectif neuchâtelois estime que la Grève du Climat a encore beaucoup à apporter, et qu'elle présente des avantages qu'on ne retrouve pas forcément ailleurs. C'est un mouvement national (même s'il est désormais réduit en Suisse romande), bien ancré, en lien tant avec les partis institutionnels que les milieux autonomes, qui a développé des revendications et analyses cohérentes, qui défend une écologie sociale, internationaliste, queerféministe et internationaliste, tout en étant largement ouvert.

Surtout, nous estimons que du travail de fond et de construction, pas toujours agréable ou sexy, est nécessaire. Notre action a déjà fait bouger les lignes dans les syndicats, par exemple. Est-ce que c'est la bonne voie ?

Nous estimons que oui, bien que nous pensions aussi que des actions plus disruptives (comme des ZAD, occupations, manifestations un peu plus dérangeantes que les nôtres) sont nécessaires. Nous sommes aussi persuadé·es que tracter, répondre à des emails, discuter avec les bureaucraties syndicales, convaincre, former et se former, construire des organisations ou au moins des réseaux qui s'inscrivent dans la durée est nécessaire. Nous ne pouvons pas faire l'économie d'une structuration et d'axes stratégiques à moyen-terme. Si la création puis la disparition rapide de nombreux collectifs "radicaux" amène une certaine vitalité au mouvement et permet des actions impactantes sur le coup, cela se fait à notre avis trop souvent au détriment du développement à moyen et long terme des luttes écologistes. Donc oui, on continue, et on vous accueille volontiers.

CE QUI SE PASSE PAR CHEZ NOUS

11 avril

Dans le cadre de la Global Climate Strike (voir plus loin), nous avons organisé une projection du film *Tout commence* de Frédéric Choffat, sur les mouvements climat avant et pendant le covid. Il est disponible gratuitement en ligne, on recommande ! La projection a été suivie d'une table-ronde sur les parcours militants, qui a évidemment dévié sur les perspectives

futures. Trois militant·es ont échangé : un représentant de la Grève du Climat ; une députée verte, qui a participé à l'organisation des premières grèves étudiantes à Neuchâtel ; et une militante autonome, qui tend à l'anarchisme. Les discussions, très riches, ont abouti à de nombreuses convergences, sur la nécessité de la lutte extra-institutionnelle, sur l'importance de construire à côté des institutions ou hors du "système", ce qui permet d'expérimenter, et sur le poids de la répression, sur le constat que la créativité et l'inventivité sont toujours bien vivantes, sur l'importance des groupes, des communautés, et sur la nécessité de l'anticapitalisme.

Un point toutefois reste controversé : le rôle de la politique institutionnelle. D'un côté, elle est considérée comme un outil central, permettant de vraiment faire changer les choses, et qu'aujourd'hui déjà notre camp obtient quelques victoires importantes.

De l'autre, on remarque que les gens dans les institutions ont l'argent, le pouvoir... et s'attendent à ce que les gens qui galèrent fassent tout le boulot. Mais surtout, on estime que le parlementarisme est pourri à la base (comme la police, notamment), et que se faire élire, même en devenant majoritaire, ne permettra pas le changement de système que l'on défend.

La Grève du Climat, elle, penche plutôt du côté de la deuxième position.

Avant la projection, nous sommes allées récolter des signatures pour l'initiative "place financière durable" au centre-ville de Neuchâtel.

Nous avons tendu une banderole sur laquelle on pouvait lire "changeons les banques, pas le climat" sur du mobilier urbain. Ce qui n'a pas plu à la sécurité publique.

L'échange avec les gris a d'abord été cordial... jusqu'à ce qu'un militant refuse de donner son numéro de téléphone. L'ego de l'agent a dû en prendre un coup. En tout cas, le représentant de la Loi s'est vexé et est devenu agressif.

C'est l'occasion de rappeler que si la police ou autres corps assimilés vous contrôlent, vous devez donner :

- 1) vos **prénoms et nom**,*
- 2) votre **commune d'origine**,*
- 3) votre **date de naissance**.*

Et c'est tout. On vous recommande de donner une adresse postale, au cas où vous deviez recevoir un courrier désagréable. Mais ne donnez jamais votre numéro de téléphone ni aucune autre donnée.

Ne facilitons pas la répression, et rappelons aux flics que nous ne sommes pas dans un État policier.

1^{er} Mai

Encore une fois, la Grève du Climat a participé à la fête et journée de lutte des travailleuses. Plusieurs groupes régionaux se sont mobilisés, par exemple à Soleure, Berne et Zurich. Nous, nous étions d'abord le 30 avril à Neuchâtel. Le cortège, énergique, a fait résonner des slogans antifascistes, féministes, anticapitalistes et en solidarité avec le peuple palestinien dans les rues de la capitale cantonale, malgré un démarrage un peu lent et des slogans pas toujours très radicaux venant de certain·es permanent·es de syndicats. La soirée s'est poursuivie avec une belle fête, des grillades, des tacos végé' et un concert du POP'chestra. On pouvait lire sur notre banderole : "La police protège l'État, on protège le climat". Une belle mobilisation des syndicats, partis de gauche et mouvements sociaux !

Nous étions le lendemain au Locle. Notre discours, reproduit à peu de choses près sur neuchatel.climates-trike.ch, traitait de l'importance de doter la Suisse d'une politique industrielle forte, ambitieuse, sociale et écologique, et de la nécessité de se battre pour qu'elle soit démocratique.

Extrait :

"On veut produire des trains, des panneaux solaires, des vélos, pas des voitures ni des avions de combat. La défense des emplois, l'interdiction des licenciements, même, est une mesure nécessaire mais pas

suffisante ; et le soutien public et le maintien des infrastructures ne garantissent pas la pertinence des activités industrielles.

Pour ça, il faut se mobiliser, on ne peut pas laisser cette responsabilité à l'État bourgeois, encore moins à la main pas si invisible que ça du marché, ni se contenter d'alliances de circonstance avec les partis de droite.

On doit [...] développer une vision [...] de rupture avec les logiques capitalistes, une vision qui va au-delà de la défense corporatiste des emplois, une vision qui permette de repenser la place industrielle suisse dans son ensemble et de décider collectivement ce qu'on doit produire, en quelles quantités, comment... et ce qu'on doit abandonner. En somme, créer un monde débarrassé du productivisme et du dogme de la croissance, un monde où on partage les richesses, un monde internationaliste, un monde où la démocratie ne s'arrête pas aux portes des entreprises.”

Là encore, des discours intéressants (quoique les bureaucrates d'Unia et de l'USS devraient apprendre à raccourcir leurs prises de parole et arrêter de dire des banalités), une manifestation énergique, et la conjugaison des chanteuses de la Gueule ouverte et de quelques fumigènes qui ont, une fois n'est pas (encore) coutume, décidé la police à intervenir (certes mollement). On se réjouit déjà de l'année prochaine, à La Chaux-de-Fonds et Neuchâtel !

Jour du dépassement

Le 7 mai marque la date symbolique qui correspond au moment où la Suisse a épuisé ses ressources annuelles. Autrement dit, si tout le monde consommait “comme nous”, il faudrait entre 2,5 et 3 planètes pour une consommation durable. Pour alerter sur ce problème, nous avons répondu à l'appel des Grands-Parents pour le Climat et avons participé à un rassemblement avec stands de diverses associations le 24 mai à Neuchâtel.

GT Sieste

Nous prenons soin de ne pas oublier les activités reposantes, ressourçantes, ou simplement agréables, indispensables pour durer dans la lutte. Cela passe par des apéros, des schlagférences publiques ou réservées aux copaines, mais aussi par les activités du GT Sieste, dédié au *care*. Notre dernière sortie : aux tourbières des Ponts-de-Martel le 31 mai, pour une visite guidée animée par un camarade qui fait son doctorat sur le sujet.

CE QUI SE PASSE AILLEURS

Autoroute

Les camarades de Soleure se mobilisent contre la construction de l'autoroute A1, et multiplient les actions. Relevons notamment un beau défilé

contre les autoroutes le 22 février à Soleure, une balade informative, des poses de banderoles. Après la victoire contre les projets d'élargissement d'autoroutes l'année dernière, osons croire à un nouveau succès, même s'il reste beaucoup à faire.

Tessin

Le groupe tessinois de notre mouvement, animé par des activistes souvent très jeunes, a organisé encore une fois une manifestation et même une grève étudiante le 28 mars dernier. Il est encourageant de voir que ce mode d'action, un peu délaissé de notre côté des Alpes (quoique récemment remis au goût du jour dans les HES genevoises, pour s'opposer aux plans d'austérité), continue de faire des émules.

Global Climate Strike

Le 11 avril s'est déroulée une nouvelle journée d'action internationale de Fridays for Future. En Suisse, une manifestation à vélo a eu lieu à Lucerne. Un cortège fourni a défilé à Aarau, et plusieurs milliers de personnes ont battu le pavé à Berne et Zurich. La Grève du Climat continue, six ans et demi après ses débuts, à mobiliser dans les rues.

Quelques groupes de travail

La Grève du Climat compte de nombreux groupes de travail (GT) actifs.

Citons: le GT Crise énergétique, qui se relance gentiment; le GT Industrie de l'acier, qui multiplie les mobilisations autour des aciéries, notamment à Gerlafingen (voir aussi notre numéro précédent), et développe des pistes pour une politique industrielle robuste et durable; le GT Solidarité internationale/Decolonise Climate Strike, qui réfléchit aux questions d'antiracisme et d'internationalisme, et redistribue environ 10% du budget annuel de la Grève du Climat à des projets en Suisse mais surtout ailleurs, au Nigeria, au Kenya, en RDC, en Ouganda, au Soudan, au Nicaragua, en Tchéquie, aux Philippines, en Colombie...



Convention collective dans la construction

Un groupe structuré autour de la Grève du Climat (mais intégrant d'autres organisations) se bouge pour soutenir la lutte des maçons (qui renégocient leur convention et sont en

butte aux attaques patronales incessantes) et y amener une perspective écologiste.

Le 17 mai, les écolos étaient en nombre tout à fait honorable à la manif syndicale à Zurich. On était aussi présent (en bien plus petit nombre) le même jour à la manif romande à

AUSTÉRITÉ

Le Conseil fédéral, et manifestement une majorité du parlement suisse, veut couper à la tronçonneuse dans tout le budget de la Confédération. Tout ? Non, le secrétariat d'État à l'économie, la flicaille sous toutes ses formes, les gardes-frontières, les subventions à Frontex et quelques aides à de grandes entreprises ne sont pas concernées.

Surtout, le but officiel de ce plan d'austérité, c'est de trouver plus de trois milliards à donner à l'armée (qui n'a pas de projet précis ou chiffré pour les dépenser). Éducation, formation, intégration et bien d'autres secteurs sont attaqués. L'environnement payerait un lourd tribut au militarisme.

Nous avons répondu point par point, nos positions sont à lire sur climatestrike.ch.

QUELQUES CONSIDÉRATIONS SUR L'IA

L'intelligence artificielle connaît un essor massif depuis plusieurs années, et déchaîne les passions, tant positives que négatives.

Lausanne avec une banderole de la Grève pour l'Avenir. On a produit un texte qui explique la convergence de nos luttes : "Mobilisations dans la construction : déjà un fer de lance des luttes sociales, bientôt aussi des luttes écologistes ?", à lire sur neuchatel.climatestrike.ch

Pour l'instant, la résistance vient principalement des universités, écoles polytechniques et hautes écoles, à la fois des institutions et, surtout, des milieux étudiants et des syndicats étudiants et de la fonction publique. Mais face à cette lame de fond, il faudra étendre et intensifier largement la lutte.



Mais comme on n'est pas ici pour faire ça, voyons un peu de quoi il retourne.

On va principalement se concentrer sur l'impact écologique et social de l'implémentation de l'IA dans de plus en plus de secteurs, et mettre de côté les considérations légales comme la question du droit d'auteur des artistes dont le travail est utilisé (généralement sans leur accord) pour entraîner les modèles génératifs. Non pas que ce ne soit pas intéressant, mais nous on connaît surtout la grève (et encore pas tant) et le climat, donc on va laisser ce travail à d'autres.

Déjà, on voit passer beaucoup de chiffres plus ou moins affolants sur le coût énergétique de l'IA. En fait, obtenir une estimation précise de la consommation d'électricité lors de l'utilisation ou l'entraînement d'un grand modèle linguistique (LLM) comme Chat-GPT est pratiquement impossible, notamment parce qu'OpenAI (l'entreprise qui entraîne et met à disposition Chat-GPT) est très opaque là-dessus.

Il est encore plus difficile de calculer l'évolution de ces coûts dans le futur, pour les mêmes raisons, mais aussi car les modèles sont de plus en plus efficaces (donc consomment moins), en

même temps que l'utilisation augmente. Mais essayons quand même.

L'impact écologique dépend beaucoup du modèle utilisé. Et comme le capitalisme encourage davantage à la concurrence qu'à la coopération, on se retrouve vite avec plein de modèles qui font globalement la même chose, mais détenus par différentes entreprises (et donc qui requièrent chacun un entraînement spécifique, une des phases les plus énergivores de la construction d'une IA générative).

Même l'un des modèles les plus économes (GPT-4o) consommerait annuellement plus d'électricité que 325 universités, émettrait plus de CO₂ que 2'300 vols transatlantiques et utiliserait l'équivalent d'eau de plus de 500 piscines olympiques¹. Et c'est l'un des moins pires.

Regardons de plus près la consommation de l'eau par les LLM. Li et al.² la séparent en trois catégories : l'eau utilisée pour le refroidissement, celle en lien avec l'électricité demandée, et celle nécessaire lors de la fabrication/extraction des matériaux pour construire les datacenters et autres supports physiques. La majorité de cette eau doit être douce et propre, notamment pour éviter les dépôts de résidus dans les tuyaux ou le

¹ N. Jegham et al., "How Hungry is AI? Benchmarking Energy, Water, and Carbon Footprint of LLM Inference", *arXiv preprint arXiv:2505.09598* (2025).

² L. Pengfei et al., "Making ai less "thirsty": Uncovering and addressing the secret water footprint of ai models", *arXiv preprint arXiv:2304.03271* (2023).

développement de micro-organismes. C'est donc souvent de l'eau pompée depuis les stocks d'eau potable (et pas une captation directe d'eau de pluie par exemple), et bien qu'elle ne soit pas détruite, elle retourne ensuite dans la nature et doit être filtrée et repompée (parfois même dépolluée). Toute cette eau est donc inaccessible pour d'autres usages, au moins temporairement.

Les auteurs estiment que l'entraînement du modèle GPT-3 a demandé plus de 5 millions de litres d'eau, et que cette consommation pourrait atteindre jusqu'à 6.6 milliards de mètres cubes d'eau d'ici à 2027, soit 6'600 milliards de litres. Bien sûr, comme on l'a dit, c'est très difficile à calculer précisément, et c'est basé sur GPT-3 alors que les modèles plus récents sont plus économes, mais dans le doute, pensez bien à couper le robinet quand vous vous brossez les dents quand même.

On pourrait rétorquer que pour une tâche donnée, une IA générative pourra parfois utiliser moins d'eau, d'électricité et émettre moins de CO₂ qu'un être humain³. Mais au lieu de contribuer à réduire les impacts totaux, l'effet de l'IA va juste s'ajouter aux autres et augmenter les consommations et émissions sur le moyen et long terme (c'est un peu le principe du paradoxe de Jevons, qui est une

sorte de gros effet rebond).

L'écart important entre les impacts de l'IA et de l'être humain pour une même tâche s'explique surtout par la grande différence de temps nécessaire pour les deux tâches. La génération de texte prend quelques secondes, tandis que rédiger une page à la main demande souvent au moins une heure. Bien sûr, avec un tel résultat, l'utilisation de l'IA n'est bénéfique que si on utilise tout le temps gagné grâce à elle pour aller joyeusement prendre l'air et les moyens de production.

Dans la majorité des cas, un tel gain d'efficacité veut juste dire qu'on adapte notre charge de travail et qu'on réalise plus de tâches dans le même laps de temps, et pour le même salaire, faut pas rêver non plus.

On a aussi tendance à utiliser l'IA pour écrire/générer des choses qu'on n'aurait pas faites sans, par exemple les effets de mode qui encourage à générer des images avec un certain style graphique (et la consommation des modèles d'IA lors de la création d'image est largement supérieure que pour la création de texte). Ou à l'utiliser à la place d'outils moins énergivores - même s'ils le sont quand même pas mal, comme un moteur de recherche.

Ce type d'usage suboptimal ou "non-

³ B. Tomlinson et al., "The carbon emissions of writing and illustrating are lower for AI than for humans", *Scientific Reports* 14.1 (2024): 3732.

nécessaire” rend la comparaison “humain vs IA” d’autant moins pertinente.

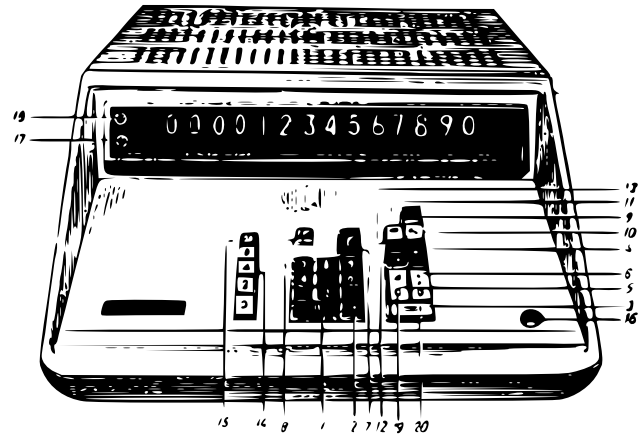
Ensuite, il y a l’impact social de l’IA. Déjà, de nombreuses personnes voient leur travail mis en danger à cause de l’arrivée des modèles générateurs de textes et d’images.

De nombreuses discussions pourraient être menées sur l’automatisation du travail, en particulier des tâches répétitives et aliénantes, mais en l’état, l’implémentation de l’IA précarise des emplois et des personnes, à cause de la course au profit (et oui, c’est encore la faute au capitalisme, qui l’eût cru).

Se pose aussi la question des différents biais qui touchent les modèles génératifs. On a tendance à penser qu’un algorithme entraîné sur d’immenses quantités de données sera forcément équitable et impartial. Malheureusement, ces données souffrent des mêmes biais que la société dont elles sont issues⁴, et à moins d’en être conscient et de spécifiquement corriger ces tendances, les modèles reproduiront les discriminations envers les femmes, les personnes racisées, queers, étrangères et/ou handicapées qui existent déjà.

C’est d’autant plus inquiétant lorsque les personnes qui possèdent et

entraînent ces modèles ne sont pas transparentes sur leur fonctionnement et leurs données de base, comme c’est le cas d’OpenAI.



Enfin, l’IA peut (ou en tout cas pourrait) être utilisée pour combattre le changement climatique. En optimisant des procédures et techniques pour réduire les coûts, les besoins en énergie, l’utilisation de matières premières et en aidant la transition vers un monde moins centré autour du travail. Mais actuellement, c’est surtout un bon moyen pour les entreprises de licencier des employés et baisser les coûts de production.

Mais alors, que peut-on faire au niveau individuel ? Dans un premier temps, bannir l’utilisation de l’IA générative autant que possible dans notre quotidien. Préférer les outils créés spécifiquement pour un usage donné, qui auront en général un impact moindre. Encourager notre

⁴ E. Ferrara, "The butterfly effect in artificial intelligence systems: Implications for AI bias and fairness", *Machine Learning with Applications* 15 (2024): 100525.

entourage à faire de même, et dénoncer les responsables politiques qui ne suivent pas ces principes de précaution.

CONTRE LES OGM ?

Les OGM, organismes génétiquement modifiés, sont des êtres vivants dont le génome a été altéré par des techniques de génie génétique, en clair : dont l'ADN a été modifié artificiellement en laboratoire. Ces OGM sont accusés de nombreux maux, notamment d'être dangereux pour la santé humaine. Mais qu'en est-il ?

Les OGM sont surtout des plantes cultivées, mais on modifie aussi génétiquement tout un tas d'espèces, animales, bactériennes etc. L'ADN porte la majorité des caractères héréditaires d'un individu. En le modifiant, on peut changer certains traits d'un individu (et de toute une lignée) : résistance aux pesticides, aspects nutritifs, couleur... le champ de ce qu'on peut modifier à loisir est vaste, et les usages possibles sont ou pourraient être extrêmement variés, notamment dans l'agriculture, mais aussi la médecine, en faisant produire des médicaments par des bactéries par exemple.

En fait, les OGM pourraient même permettre des avancées majeures en termes de nutrition et de santé publique, par exemple en augmentant le taux de fer assimilable par le corps humain dans le riz.

Et si par hasard, vous avez les codes d'accès à des méga-datacenters, on vous fait confiance pour vous servir de votre imagination <3

En Suisse, un moratoire existe sur la commercialisation et la culture en plein champ d'OGM (les recherches scientifiques restent possibles). D'aucuns voudraient changer cela, mais une bonne partie de la population s'y oppose, arguant de craintes sanitaires.

Pourtant, les OGM ne sont pas intrinsèquement nocifs, et les organismes qui ne sont pas altérés par le génie génétique ne sont pas toujours sains. Le génome des individus mute sous l'effet de multiples facteurs (rayonnement solaire, radioactivité, produits chimiques, erreurs de réplication de l'ADN...), et ces modifications passent parfois à la génération suivante. C'est ce qui permet l'évolution des espèces.

Depuis des milliers d'années, les humains domestiquent, sélectionnent, modifient considérablement de nombreuses plantes et quelques animaux. Qu'on pense aux choux : d'une même espèce sauvage, on a créé brocoli, chou-fleur, chou de Bruxelles, romanesco, chou blanc, chou rouge, chou frisé...

Ces variétés reposent sur une sélection génétique intense, et les organismes qui en résultent ne sont pas

moins génétiquement modifiés que les OGM issus du génie génétique.

Les OGM ne sont donc pas spécialement dangereux pour la santé humaine, et pourraient même être franchement utiles.



UNE POSITION ÉCOLOGISTE

S'appuyant sur ces considérations, de nombreux acteurs de l'agro-alimentaire, de l'agro-industrie et de l'agrochimie défendent la fin du moratoire ou y songent sérieusement, de Bayer à la Migros. Ce serait une erreur terrible.

Dans les faits, les OGM cultivés sont quasi-exclusivement des variétés de maïs et de coton. Ces variétés commercialisées sont extrêmement résistantes aux pesticides à large spectre. Leur culture est absolument désastreuse : on plante des monocultures gigantesques ; on arrose le tout de pesticides ; et on compense les effets négatifs des biocides sur la fertilité des sols et la relative faiblesse des OGM

par un apport titanesque d'engrais et souvent un arrosage intense.

Ces OGM sont brevetés, c'est-à-dire que leur code génétique est protégé par tout un tas de lois et appareils d'État, au profit exclusif d'entreprises privées. Les agriculteurices qui cultivent des OGM doivent acheter leurs semences à des géants de l'agro-business, à prix fort, et doivent souvent augmenter leur usage de pesticides et d'engrais. Les paysan·nes se retrouvent encore plus exposé·es à des produits toxiques et enchaîné·es à l'agro-business. Iels ne peuvent pas resemer les graines qu'iels produisent, puisqu'elles sont protégées par des brevets. D'ailleurs, ces graines sont souvent (volontairement) stériles.

Dans la pratique, la vie étant ce qu'elle est, il arrive que quelques graines ne soient pas stériles et aillent se planter dans des champs voisins. Une aubaine pour le géant américain Monsanto (aussi connu pour avoir produit l'agent orange, et depuis racheté par Bayer), qui s'est bâti une sinistre réputation en traînant des agriculteurices victimes de ce resemage fortuit devant les tribunaux en les accusant de violer les brevets.

L'utilisation actuelle des OGM est un formidable outil pour réduire l'autonomie des paysan·nes et leur faire subir le joug de multinationales pour qui le bien commun est avant tout une limitation à leurs profits.

Les OGM qui pourraient arriver dans nos assiettes ne sont pas spécialement dangereux (du moins, pas plus que des organismes “conventionnels” eux-aussi souvent arrosés de pesticides), mais leur production a des conséquences environnementales et sociales désastreuses.

Il faut soutenir la prolongation du

moratoire et s’opposer à toute commercialisation d’OGM dans le domaine alimentaire – ou remettre à la mode les faucheurs volontaires.

Il faut aussi s’opposer à la possibilité de breveter le vivant, une problématique qui ne concerne pas que les OGM.

QUE FAIRE DU COMMERCE INTERNATIONAL DU CAFÉ ?

En tant qu’écologiste de base, on a plutôt l’habitude d’éviter les produits alimentaires qui viennent de loin. En effet, on sait que le transport de cargaison par avion et bateau représente plus de 10 % des émissions de CO₂. On veut aussi soutenir les agriculteurs locaux.

Mais quand on regarde la situation dans de nombreux pays d’Amérique du Sud (comme le Brésil), on constate que l’Occident a pendant des années contribué à la déforestation et autres aménagements du territoire pour y installer des monocultures de plus en plus massives. Aujourd’hui, l’économie de ces pays repose en bonne partie sur le commerce de quelques denrées comme le café à échelle internationale (principalement vers les pays du Nord global).

Donc après tout ce temps, cette exploitation des ressources et des personnes et la mise en place de cette dépendance, n’est-ce pas un peu facile de

courageusement renoncer à ces produits pour épargner le climat, au damne de l’économie des pays exportateurs ?

Bien sûr, c’est pas une poignée d’écologistes radicaux qui vont faire fluctuer le marché mondial du café, mais dans notre préparation assidue de la révolution, on tient quand même à adopter (ou au moins à réfléchir à) des habitudes de consommation qui, si elles étaient généralisées à toute la population suisse (et généralement du Nord global) limiteraient autant que possible les aspects humains et environnementaux négatifs.

Alors, idéalement, on est d’accord qu’on aimerait arrêter les monocultures à large échelle, aider les forêts locales à se régénérer et laisser les populations autochtones tranquilles. Donc comment on fait ?

Évidemment, on ne va pas arriver vers les gens sur place pour leur expliquer

comment réparer leurs forêts et leur économie après qu'on les ait exploitées pendant des années, ce serait un peu fort de café. Les habitant·e·s locaux seront impérativement les acteurs·rices principaux·es auxquelles le Nord global devra apporter son aide *sans* prendre la main.

On peut imaginer une période de transition où on apprendrait à diminuer notre consommation de ces denrées, et/ou les remplacer par des alternatives locales, tout en subventionnant massivement les pays concernés (par exemple en taxant les multinationales qui ont profité de ce régime tout ce temps, genre Nestlé et les bananes Chiquita, ex-United Fruit Company — celle qui est à l'origine de l'expression "république bananière"). Les monocultures seraient remplacées par des forêts et des cultures plus utiles pour les populations locales, des mesures pourraient être prises pour aider la biodiversité à se reconstituer.

Certain·e·s pourront s'inquiéter : comment tenir face à un travail éreintant sans ses deux-trois tasses de café quotidiennes ? Déjà, on ne va pas tabler sur la disparition totale du commerce de café pour tout de suite. Ensuite, cela devra aller de pair avec la réduction du temps de travail et l'amélioration la qualité de vie de tou·te·s ! Le café pourrait devenir récréatif plutôt qu'une nécessité, par exemple.

De toute façon, ces changements prendront du temps, et on aura

l'opportunité de s'y acclimater. Mais il reste intéressant de penser un monde où ce type de denrées (café, chocolat, etc.) sont bien plus rares qu'aujourd'hui.

Mais avant d'arriver à ce futur qui vend du rêve, qu'est-ce qu'on peut faire aujourd'hui ? Déjà, on peut se tourner vers une production éthique pour plus directement soutenir l'économie des pays concernés sans passer par des multinationales (quitte à payer plus cher). Par exemple, on peut se procurer du café zapatiste !

Ça nous permet aussi d'éviter les multinationales les plus destructrices comme Nestlé, qui pourtant se targue de "labels équitables" comme *Max Havelaar* dans de grossières tentatives de greenwashing et d'éthico-washing. L'église, la charité, tout ça tout ça.

En bref, réduire notre consommation de ce type de denrées (qui par ailleurs ont besoin de beaucoup d'eau pour être produites), et préférer des alternatives qui ne passent pas par des multinationales, semble aller dans la bonne direction. Il est aussi essentiel de créer des liens avec les camarades sur place pour comprendre comment les soutenir au mieux !



LE SYSTÈME POLITIQUE SUISSE N'EST PAS LENT

C'est un lieu commun : le système politique suisse est lent, c'est pour cela que notre pays tarde tant à agir pour le climat.

Cet argument est utilisé par les autorités, mais aussi par des élu·es de gauche, réformistes ou social-libéraux. Il convainc, d'autant plus qu'il est souvent associé à l'idée que la lenteur vient des procédures démocratiques. Probablement qu'il rassure, aussi : c'est lent, mais au moins c'est démocratique et ça va dans la bonne direction. Justification séduisante, mais totalement fausse.

Le système politique suisse n'est pas lent, et ne l'a jamais été. Il a été rapide quand il s'est agi de réprimer le mouvement ouvrier ou les organisations social-démocrates, anarchistes et syndicales. Il a été rapide à interdire le Parti communiste. Rapide à donner les pleins pouvoirs au Conseil fédéral.

De l'histoire ancienne ? Peut-être, mais le système a été bien rapide après la crise des *subprimes* pour secourir les banques, ou en 2020 face à la pandémie de covid-19, ou encore plus récemment quand il s'est agi de faire fusionner les deux plus grandes banques de Suisse.

Pourquoi cette lenteur, alors ? Tout simplement car les élu·es ne veulent majoritairement pas agir à la hauteur des enjeux, voire ne reconnaissent

même pas les enjeux. Et ceux qui refusent de voir ce fait très simple se voilent la face.

Le conseiller fédéral en charge de l'environnement est un ex-lobbyiste du pétrole. Le premier parti de Suisse en terme d'élu·es, l'UDC, est d'un climatoscepticisme qui confine au climato-négationnisme. Le PLR, troisième parti de Suisse, ne veut pas agir de manière adéquate, car cela mettrait en péril le profit de quelques ultra-riches et grandes entreprises - et car, idéologiquement, cela nécessiterait de remettre en question la sacro-sainte propriété privée.

L'attachement à la démocratie est une jolie excuse. Mais lorsqu'il s'est agi, pour une partie du Conseil fédéral, de faire fusionner Crédit Suisse et UBS (plutôt que de nationaliser ou démanteler le premier), il n'y a pas eu d'hésitation, même si cela a nécessité d'agir sans consulter le reste de l'exécutif, de mentir à la presse et même de mentir à l'Assemblée fédérale. L'attachement aux procédures est également à géométrie variable : de nombreux·ses élu·es ont défendu publiquement le non-respect de la décision de la Cour européenne des droits humains, qui a jugé, suite à une action des Aînés pour le climat, que la Suisse n'en faisait pas assez en matière climatique. Encore une fois, la raison principale qui empêche d'agir pour préserver

notre environnement commun n'est ni la lenteur de notre système politique, ni un attachement sincère aux principes démocratiques, ni une question technique.

C'est tout simplement le manque de volonté des gens de pouvoir.



**J'avais rendez-vous
avec le système
politique suisse, mais il
m'a posé un lapin...**





C'est écrit ici :
« Si vous avez des retours, questions ou remarques, vous pouvez nous écrire à neuchatel@climatestrike.ch »
Mais c'est super ! Je le fais de cette patte.



Trop bien ce nouveau numéro de Perturbations !

Et joyeux mois des fiertés à touxtes les queeros bien sûr

AGENDA MILITANT

Ci-dessous, divers évènements des copaines de la région à venir !

10 juin 2025 : conférence “Dis Siri, pourquoi tu parles avec une voix de femme ? ” sur les biais de genre dans les applications numériques et dans l’IA. À 18h, à la HE-ARC Neuchâtel, salle 030, Espace de l’Europe 21 (NE).

14 juin 2025 : Grève féministe ! Manifestation à la Chaux-de-Fonds, organisée par le collectif neuchâtelois pour la Grève Féministe. Plus d’infos à venir sur le compte instagram du collectif : **greve_feministe_ne**

4 au 13 juillet 2025 : sixième édition des Trouvailles, espace alternatif et solidaire au milieu de la nature, queer-féministe autogéré, organisé par les Limaces. À la Ferme des Hirondelles (Pontareuse), Chemin du Bois des Creux 34, Boudry (NE).

19 juillet 2025 : Pride Rouge à Neuchâtel ! Conférence, manifestation et after, informations à venir sur instagram : **pride.rouge**

9 au 17 août 2025 : camping sur fracking, à Glovelier (JU). Nous écrire à neuchatel@climatestrike.ch pour plus d’infos !

6 septembre 2025 : apéro libertaire, en soirée, à Espace Noir, rue Francillon 29, St-Imier (BE).

Prochains repas à L’AMAR : 13 et 27 juin (à vérifier sur leur site ou sur instagram : **lamarneuch**), à 19h (prix libre), rue de la Coquemène 1, Serrières (NE).

Horaires de la Bibliothèque libre : tous les vendredis de 16h à 19h, Clos-de-serrières 25, Serrières (NE).

ET BIEN D’AUTRES ENCORE !

NOUS LIRE, ÉCOUTER, REGARDER ET SUIVRE NOS ACTUALITÉS

Site web national
climatestrike.ch (fr, de, it)

YouTube
Climatestrike Switzerland (fr, de)

Sites web des groupes régionaux
Liste disponible sur
climatestrike.ch/fr/join

Facebook
Grève du Climat – Suisse (fr)
Klimastreik Schweiz (de)
Sciopero per il Clima - Svizzera Italiana (it)

Twitter
greveduclimat (fr)
klimastreik (de)

LinkedIn
Grève du Climat (fr, de)

Instagram
climatestrike_suisse (fr)
klimastreikschweiz (de)
scioperoperilclima (it)

Spotify
Klimastreik Podcast (fr, de)

Netto.Null – magazine de la Grève
du Climat
nettonull.org (fr, de, it)

Grève du Climat Neuchâtel
**neuchatel.climatestrike.ch –
neuchatel@climatestrike.ch –
grevepurlavenir_ne**



INFORMEZ-VOUS, ORGANISEZ-VOUS, ET REJOIGNEZ-NOUS !

Pour nous soutenir

Banque : Alternative Bank Schweiz
IBAN : CH28 0839 0036 0277 1000 2
Adresse : Climatestrike Switzerland Finance,
Aarberggasse 61, 3001 Bern